

« **L**e pari d'E-Change, c'est de réunir des personnes fidèles et bien ancrées dans leur parti, avec d'autres en responsabilité dans divers secteurs de la société. Bien des gens se rendent compte du désarroi des citoyens face aux affaires, aux questions de gouvernance, au sentiment que les hommes politiques sont surtout là pour leur mandat, etc. Nous avons l'impression que l'action politique est devenue inefficace. Ou, en tout cas, qu'il est difficile de faire aboutir des projets très concrets. Chaque parti tire la couverture à lui et veut mettre une fleur à son chapeau », estime Jean-Michel Javaux, bourgmestre écolo d'Amay depuis 2006. Et si un projet, pourtant valable pour l'ensemble de la société, risque d'aller fleurir le chapeau d'un autre parti, certains n'hésitent pas à le freiner.

« De nombreux défis méritent que l'on oublie les rivalités entre niveaux de pouvoir et que l'on tienne compte du temps politique, poursuit l'ancien co-président d'Écolo de 2003 à 2012. Pour concrétiser certains projets, le temps économique et le temps écologique – surtout – demandent d'avoir du courage et de dépasser la durée d'une législation ou d'une coalition. L'idée est d'identifier ceux qui méritent une grosse mobilisation, où que l'on se situe : fédéral, région, commune... Et que l'on soit syndicaliste, citoyen, entrepreneur... On se met d'accord pour porter tel projet à l'intérieur de son parti, de son mouvement, voire ensemble, pour le mettre dans un programme de coalition. »

## UN PROJET ÉVENTÉ TROP TÔT ?

Le début de l'aventure E-Change précède la percée de Macron en France. « Née il y a plus d'un an et demi, l'initiative voulait rebondir sur une carte blanche de quelques chefs d'entreprise. Ils disaient, en substance : "Nous voulons lancer des projets, mais si la paralysie politique

**« Il faut bien se rendre compte que des séparatistes régionalistes donnent le tempo du gouvernement de la Belgique ! »**

perdre, on n'y arrivera pas." Et j'entends beaucoup de monde faire le même constat. L'exemple du RER est frappant. Depuis des années, on dit qu'il faut désengorger Bruxelles. On l'avait promis pour le milieu des années 2000. Nous sommes en 2017 et on l'annonce pour après

2020. Au moment où je vous parle, un viaduc est bloqué et c'est le chaos dans le pays. En un jour, on met des lignes spéciales en route et on trouve des parkings. »

« Évitez toute ambiguïté : je crois que l'action des partis reste importante, tout comme le travail de l'opposition. À fortiori dans le cas de ce gouvernement fédéral-ci, qui est tout de même atypique. Il faut bien se rendre compte que des séparatistes régionalistes ont la mainmise, donnent le tempo du gouvernement de la Belgique ! Ce n'est pas banal. Et depuis cet été, les coalitions sont différentes à tous les niveaux de pouvoir. Pour la première fois, c'est le cas entre la Fédération Wallonie-Bruxelles et les deux régions. On ne peut même plus assurer une cohérence entre partis. Ce n'est pas banal non plus. Les tensions entre francophones vont inévitablement s'exacerber. Beaucoup d'observateurs analysent que, devant nous, nous avons tout pour arriver face à des murs de non-collaborations. »

De tels murs ont pourtant failli être érigés au sein même d'E-Change. À peine le CDH avait-il débranché la prise des gouvernements régionaux, sans réussir à générer un court-circuit général, que le projet de cette initiative était éventé. Et comme des ténors de la crise politique issus du CDH ou de Défi participaient aux premiers « échanges », certains ont voulu y voir une tentative de sauvetage du CDH. Lequel était à la peine, après l'initiative à moitié ratée de son président Lutgen.

## PARTI OU MOUVEMENT ?

E-Change se définit donc davantage comme une dynamique qu'un mouvement. « Beaucoup de gens fuient la politique au sens large, pas seulement les structures politiciennes, remarque encore Jean-Michel Javaux. Pendant ce temps, on dépolitise le débat et la société. Cela est plus inquiétant pour ce qui est de l'école, de l'éducation à la citoyenneté, de la lutte contre l'extrême droite, etc. Avec E-Change, j'ai remarqué que ce n'est même pas une question d'âge : tant des jeunes, qui n'ont pas envie d'avoir une étiquette toute leur vie, que des aînés qui ne veulent pas s'affilier sont intéressés. Cela leur permet de venir donner leur point de vue ou de pouvoir s'engager. »

S'il n'est pas encore question de réel recrutement pour l'instant, cette nouvelle structure a toutefois lancé une dizaine de chantiers portant sur l'emploi, la mobilité, l'e-économie, etc. Des personnes sont chargées d'élaborer une méthode pour dresser un diagnostic dans chacun d'entre eux. Certains ont choisi de travailler à cinq, d'autres à trente. Une seconde phase d'élargissement à la société verra si les diagnostics sont partagés et pourra construire des solutions. « Le lancement d'un manifeste de base serait prévu début 2018, avant d'aller vers la société civile... et politique. »

Avec des listes électorales propres ? « Je ne pense pas, tempère le mandataire politique. Comme je l'ai dit, différentes personnes ont des idées, des agendas en tête. Mais à ce stade-ci, on est plutôt attentif à ce qui nous réunit qu'à ce qui nous divise. Si j'insiste sur le rôle des partis et sur leur importance dans le travail qu'ils font dans la majorité ou dans l'opposition, ce n'est pas pour en créer un nouveau. Notre démarche est d'élargir, de pouvoir anticiper les blocages qui surviendront. Notamment en 2019, dans les inévitables négociations institutionnelles avec le nord du pays. Mais aussi entre francophones où on se parle très peu, où c'est très agressif. »

## LISIBILITÉ FAIBLE

Avec la fuite de certains noms dans les médias, mais aussi avec son timing d'un élargissement au public en 2018, E-Change reste pour l'instant peu lisible. « C'est ce qui nous revient beaucoup, concède son fondateur. Il faut éviter trois écueils. Afin que les débats ne soient pas confisqués par des technocrates, l'ouverture vers des citoyens, des entrepreneurs, des anciens patrons d'entreprises publiques... doit être réelle. Pour ne pas avoir que des Wathélet, Gosuïn, Greoli, Javaux, cet élargissement doit permettre de faire émerger une nouvelle génération. Et enfin, il ne faut pas rester uniquement dans les généralités, mais arriver à des objectifs concrets. »

Une autre critique soupçonne E-Change de faire le jeu d'une troisième opération de renouvellement du PSC puis

du CDH. « Non !, affirme Javaux. Même s'il est vrai que beaucoup de membres du mouvement sont connotés "chrétiens". Mais quand on va aborder la question du vivre-ensemble, de l'immigration et de l'impact de ces questions sur Bruxelles, on aura besoin de toutes les sensibilités. Si c'est pour jouer aux cowboys et aux indiens sur le foulard, sur les aménagements à faire dans les écoles..., ce n'est pas le but. »

## CLIVAGES FORTS

Pourtant, en Belgique, les clivages ont la vie dure. Qu'ils soient idéologiques, confessionnels ou régionaux. Sur ce

**« Notre démarche est d'élargir, de pouvoir anticiper les blocages qui surviendront. »**

plan, le passeur de ponts écologiste argumente : « Il faut ramener à l'agenda ce qui me semble être plus important aujourd'hui : un clivage matérialiste/post-matérialiste, le progrès et la croissance qui épuisent la planète. Ce qui m'intéresse dans E-Change, c'est d'ouvrir des débats, par exemple avec les acteurs économiques qui possèdent une fameuse expérience. Certains d'entre eux – même s'ils

ne deviendront pas des écologistes – osent poser la question de l'impact de leur activité sur la planète. Cela devient aussi important que la question capital/travail ou syndicats/patrons. C'est un des reproches que j'adresse au PTB qui apparaît comme un parti nouveau sans jamais remettre en question l'hyperconsommation. Il estime juste que les moyens doivent être mieux répartis entre les différentes classes, sans questionner l'épuisement des ressources de la planète. »

ne deviendront pas des écologistes – osent poser la question de l'impact de leur activité sur la planète. Cela devient aussi important que la question capital/travail ou syndicats/patrons. C'est un des reproches que j'adresse au PTB qui apparaît comme un parti nouveau sans jamais remettre en question l'hyperconsommation. Il estime juste que les moyens doivent être mieux répartis entre les différentes classes, sans questionner l'épuisement des ressources de la planète. »

Face à ces clivages, le bourgmestre d'Amay ne cache pas son plaisir à bousculer les étiquettes. « Ne pas se revendiquer comme fortement à gauche ou fortement à droite ne veut pas dire qu'on est au centre. C'est comme le mot "radical", il m'a toujours fait peur. Il inquiète ceux qui cherchent des compromis, de nouvelles voies, qui essayent de convaincre. Pour moi, l'écologie et l'énergie seront les nouvelles questions sociales. Elles dépassent le pur clivage gauche/droite, ou plutôt conservateurs/progressistes. J'ai souvent vu, dans des communes ou des provinces à large domination de gauche, des politiques plus conservatrices qu'émergentes. Maintenant, si on parle de la place que doit occuper l'État dans la transformation du modèle, elle est majeure. Dans ce cadre, je serai très à gauche dans la défense des services publics. » ■



**BATTE LES CARTES.**  
Cette nouvelle vitalité citoyenne peut être une chance.

## FRACTIONNEMENT DE L'ÉLECTORAT ?

L'apparition de plusieurs initiatives de recombinaison politique est un signe de vitalité citoyenne chez ceux qui souhaitent renouveler la sphère politique et s'y investir. Qu'elles partent d'individus ou de structures, ces initiatives peuvent redynamiser l'espace démocratique et inviter les partis à se réinventer ou à s'ouvrir. Certaines d'entre elles, comme Oxygène, refusent toute personne ayant exercé un mandat politique, au risque de se priver d'expériences réelles, mais aussi de vouloir réinventer la roue... D'autres, à l'instar de Wallonie insoumise ou d'En-Marche.be, surfent sur les effets des dernières campagnes électorales françaises, sans que l'on comprenne bien leur ancrage belge.

Dans un contexte européen de fragilisation des partis sociaux-démocrates et d'émergence de populismes de droite ou de gauche, cette vitalité peut être une chance. Encore faut-il transformer l'essai et arriver à gagner sa place dans les hémicycles.

Tout en se rappelant que, remporter les élections est une chose. Savoir gouverner en est une autre. Enfin, s'ils permettent d'éviter une trop facile bipolarisation de l'espace politique, ces courants émergents ou refondateurs ne doivent cependant pas oublier que l'émiettement des résistances risque toujours de conforter les pouvoirs en place et les systèmes qu'ils prétendent contester. (St.G.)